

Au Canada et dans le monde, Inter Pares est une alliée de longue date de nombreux organisations et mouvements locaux. Avec nos homologues, nous ne nous contentons pas de traiter les symptômes des maux de la société; nous nous attaquons aux causes sous-jacentes de l'injustice.

En collectant des fonds, offrant un soutien organisationnel, plaidant pour le changement des politiques et sensibilisant le public, Inter Pares agit en toute solidarité avec des gens qui s'organisent afin de créer un monde plus égalitaire : pour mondialiser l'égalité.

En 2013, Inter Pares a contribué financièrement à hauteur de 4,7 millions de dollars à 120 homologues d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Canada. Voici une rétrospective des réalisations de l'année écoulée. Pour voir plus de photos, lire plus d'histoires et en savoir plus, n'hésitez pas à explorer notre site web, www.interpares.ca.



Hannah Chira (ACORD, à gauche) et Jean Symes (Inter Pares, au centre) discutent de la construction de la paix au Kenya.

Afrique *droits des femmes, justice économique, souveraineté alimentaire, réforme juridique*

- Au cours de l'année écoulée, l'Organisation soudanaise pour la recherche et le développement (SORD) a œuvré sans répit pour créer un bureau d'assistance juridique afin d'aider les femmes confrontées à la violence sexuelle et conjugale. Des avocats dévoués se chargent aussi de documenter l'expérience des survivantes, notamment avec le système judiciaire. Cette initiative complète les efforts actuels de SORD en matière de sensibilisation du public aux lois nationales défavorables aux femmes, de plaider pour une réforme juridique et de revendication d'une nouvelle constitution qui consacrerait les droits des femmes.

- En mars, Third World Network – Afrique a organisé un forum public sur le thème des réformes minières et la renégociation des contrats qui a réuni plus de 150 participants, notamment des fonctionnaires de haut niveau, la Chambre ghanéenne des mines, des syndicats de mineurs et d'autres organisations de la société civile. Les participants ont discuté de la manière de modifier les politiques minières et les contrats avec les entreprises étrangères de sorte que les retombées économiques de l'extraction des richesses minières profitent à l'ensemble de la population du Ghana.
- Au cours de cette deuxième année d'un projet de recherche-action de trois ans, Inter Pares a poursuivi sa collaboration avec la coalition COPAGEN pour la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest et des chercheurs de l'Université de Montréal afin de documenter l'impact de l'accapement des terres sur les communautés locales, en Guinée, Guinée-Bissau et Côte d'Ivoire.

- En Tanzanie, au Kenya et dans 11 autres pays africains, l'Association de coopération et de recherche pour le développement (ACORD) a offert aux populations agricoles des informations pratiques sur les semences, l'élevage et les marchés. ACORD a aussi organisé des ateliers sur les politiques agricoles et sur la manière dont les fermiers peuvent contribuer, grâce à leurs vastes connaissances et expertise, à faire fonctionner les systèmes alimentaires.
- En Guinée-Bissau, à l'ouest du continent, Tiniguena a contribué à l'organisation d'un forum national de la société civile sur la souveraineté alimentaire. Cet événement a réuni 87 organisations des quatre coins du pays dans un effort concerté de coordination des stratégies pour contrer l'insécurité alimentaire qui y sévit. Tiniguena s'est aussi jointe à l'action de 30 collecteurs de semences pour construire et améliorer les banques de semences locales et encourager leur échange et dissémination à travers le pays.



Des militantes des droits des femmes lors d'une réunion d'un collectif de femmes au Chiapas, Mexique.

Amérique latine *justice pour les crimes de guerre, justice pour les travailleurs migrants, développement économique durable, promotion des droits de la personne*

- Au Guatemala, dans le cadre de son action au sein de l'Alliance pour rompre le silence et l'impunité, Mujeres Transformando el Mundo (MTM, ou Les Femmes transforment le monde, en français) offre une assistance juridique aux femmes qui témoignent dans le premier procès du genre sur des actes de viol et d'esclavage sexuel commis durant le conflit armé. MTM a accompagné quinze survivantes mayas q'eqchi' de la communauté de Sepur Zarco pour qu'elles témoignent devant le Tribunal de Haut Risque.

- Voces Mesoamericanas (Voix méso-américaines en français) a appuyé les efforts de la société civile pour apporter une réponse collective aux hauts taux d'émigration parmi les communautés autochtones du sud du Mexique. L'organisation a contribué à la création de 26 comités internationaux de migration dans la région des hauts-plateaux du Chiapas afin de faciliter l'accès des communautés aux fonds et programmes publics pour la réalisation de projets qui visent à réduire les causes et l'impact de l'émigration.
- Le Comité des familles de migrants et de migrants disparus (COFAMIDE) continue d'élargir son expérience, son expertise et son influence en matière de migration au Salvador et en Amérique centrale. En 2013, le COFAMIDE a travaillé à élargir le registre des données d'ADN de personnes migrantes disparues avec l'aide de l'équipe d'anthropologie judiciaire d'Argentine ainsi que le Bureau des Affaires étrangères et le Bureau de l'Ombudsman des droits de la personne

- du Salvador. Le COFAMIDE a ainsi pu, au nom des familles, repérer et identifier avec une plus grande efficacité les personnes migrantes disparues ou tuées.
- Dans la province d'Angaraes, au Pérou, l'organisation SISAY a formé les membres de quatre associations de femmes aux notions du développement économique durable. En tout, 206 femmes ont été formées à la production et à la vente de vêtements tissés ainsi qu'à la commercialisation de ces produits; cette initiative leur permet d'acquérir de nouvelles compétences et de gagner un revenu supplémentaire.
- Dans le cadre d'une campagne pour la reconnaissance et la promotion du rôle important joué par les défenseurs des droits de la personne dans le renforcement de la démocratie et de la primauté du droit, Consejería en Proyectos (PCS) a institué le Prix national pour la défense des droits de la personne de Colombie; il a été décerné à quatre personnes et quatre organisations pour leur travail exemplaire.



CP/AARON LYNETT

Plus de 2000 Canadiennes et Canadiens se sont regroupés lors d'un événement auquel participait le Premier Ministre afin de réclamer le renouvellement de l'Accord sur les soins de santé.

- En 2013, le Réseau canadien d'action sur les biotechnologies (RCAB) s'est mobilisé pour faire interdire la production de luzerne génétiquement modifiée, dont l'introduction au Canada aurait représenté une menace pour la survie de l'agriculture familiale dans le pays. Le RCAB a organisé le 9 avril dernier une journée d'action contre la luzerne génétiquement modifiée qui a réuni cultivateurs et consommateurs de 38 communautés de tout le pays. Pour en savoir plus, nous vous invitons à voir et partager ce film d'animation d'une

Canada *souveraineté alimentaire, libertés civiles, contrôle des ressources par les communautés, santé publique, reddition de comptes des entreprises*

durée de trois minutes (en anglais seulement) : <http://youtu.be/qkWFIXIU8gA>

- En avril 2013, avec le concours d'autres organisations, la Ligue des droits et libertés (LDL) a rendu public un rapport bien documenté sur les violences policières et atteintes massives aux droits de la personne au cours de la grève étudiante de 2012 au Québec. Pour restaurer le sentiment de confiance et de responsabilité envers l'État, la LDL a recommandé au gouvernement du Québec de procéder à une enquête indépendante sur la violence policière et les arrestations de masse. Celui-ci a préféré établir une « Commission spéciale d'examen » qui a suscité de vives critiques chez la Ligue et d'autres défenseurs des droits de la personne.
- La Coalition canadienne de la santé (CCS), une association nationale d'envergure qui défend notre régime universel de soins de santé, se mobilise en faveur d'un régime universel d'assurance-médicaments et rappelle l'importance d'un cadre fédéral pour l'amélioration de la qualité

des soins de santé et de leur financement. En 2013, la CCS a organisé une importante conférence sur la nécessité et la viabilité d'un régime d'assurance-médicaments et a mobilisé des centaines de Canadiens et Canadiennes pour réclamer le renouvellement de l'Accord sur les soins de santé.

- Le Réseau de solidarité Maritimes-Guatemala Breaking the Silence (BTS) a poursuivi son action pour la reddition de comptes des entreprises canadiennes implantées outremer afin qu'elles rendent compte non seulement à leurs actionnaires mais aussi aux communautés où elles sont implantées. En 2013, BTS a contribué au lancement du mouvement en organisant un atelier sur les recherches stratégiques sur les corporations, auquel ont participé plus de 25 personnes et organisations des Maritimes. Il a aussi coordonné une série de conférences itinérantes sur les alternatives agricoles et économiques communautaires auxquelles ont assisté plus de 250 personnes.



DAVID BRUER

Des membres du programme d'épargne de Nijera Kori, au Bangladesh.

- Depuis 2011, l'Organisation des femmes kuki pour les droits de la personne (KWHRO) organise, en Birmanie, des ateliers communautaires sur l'impact de la construction annoncée d'un barrage hydro-électrique. Selon les plans prévus, il s'agissait d'exporter 80 % de l'énergie produite vers l'Inde, d'inonder une zone d'une superficie équivalant au double de la ville d'Edmonton, et de déplacer 45 000 personnes qui auraient ainsi été dépouillées de leurs terres agricoles. En juin 2013, les autorités indiennes ont renoncé au projet de barrage, mentionnant l'opposition locale au projet comme une des principales raisons de leur retrait.
- Burma News International (BNI), un

Asie *contrôle des ressources naturelles, éducation populaire, accès à la justice, santé des femmes*

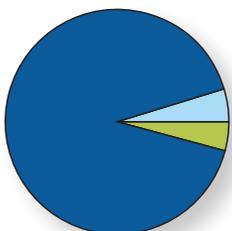
réseau de douze groupes de médias, œuvre pour une meilleure connaissance des différentes régions et nationalités ethniques de Birmanie. Cette année, BNI a organisé la toute première conférence de médias ethniques à laquelle ont participé des ministres, des journalistes et des membres de la société civile et de partis politiques. Il s'agissait d'une occasion importante pour influencer les lois et politiques relatives aux médias dans un pays où les nouvelles ethniques sont soumises à des restrictions sévères. BNI a aussi publié un guide, « Décrypter le processus de paix au Myanmar », qui présente le paysage politique complexe marqué par les négociations de paix et la perpétuation des conflits. C'est une référence pour quiconque œuvre pour la paix et la démocratie en Birmanie.

- Au Bangladesh, les groupes locaux de sans-terre gèrent, sous la bannière de Nijera Kori, des programmes d'épargne collective. Les économies servent à répondre tant aux besoins en temps de crise qu'à investir dans des activités économiques communes telles que la

construction de bassins d'aquaculture ou l'achat et la location de rickshaws. Cette année, 328 groupes de femmes ont réalisé des projets grâce à cette épargne collective. En tout, 2 911 groupes de femmes relevant de Nijera Kori ont créé 7 207 emplois pour les femmes et réalisé des profits communs s'élevant à 33 500 dollars.

- Likhaan, une organisation philippine pour la santé des femmes active dans les communautés urbaines défavorisées de Manille, a traité près de 24 000 femmes, une grande partie des services dispensés par des travailleuses communautaires de la santé portant sur la santé reproductive et la planification familiale. Les travailleuses communautaires de la santé sont des femmes issues des communautés défavorisées qui ont été formées à dispenser des soins de santé à leurs pairs. En outre, Likhaan a distribué 3 580 manuels sur la maternité sans risque dans quatre communautés différentes, dans le cadre d'une campagne massive de sensibilisation à la mortalité maternelle.

NOS PARTISANS En 2013, des milliers de Canadiens et Canadiennes ainsi que de nombreux organismes ont agi pour la paix, la justice et l'égalité en faisant une contribution financière à Inter Pares. Sans cet appui, notre travail ne serait pas possible. Nous sommes aussi reconnaissants de la généreuse contribution financière que nous avons reçue du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et du Développement (MAECD).



LES DÉPENSES D'INTER PARES Voici comment vos dons sont utilisés à Inter Pares :

- 91.2 % Programmes : mises en œuvre, gestion et suivi des programmes
- 4.0 % Administration : frais de bureau, gestion financière, gouvernance responsable
- 4.8 % Collecte de fonds : relations avec les donatrices et donateurs, production de reçus, systèmes de dons en ligne

Ces chiffres sont tirés de nos derniers états financiers vérifiés. Pour en savoir plus sur la valeur de vos dons, visitez notre page de dons à l'occasion des Fêtes : www.interpares.ca/fetes

INTER PARES 221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario), Canada K1N 6P1

Tél : 613 563-4801 ou 1 866 563-4801 (sans frais) • Téléc : 613 594-4704 • info@interpares.ca • www.interpares.ca

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.